

<http://divergences.be/spip.php?article2781>



Call for action

Journée d'action européenne contre le capitalisme

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - NÂ° 30. Mars 2012 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : vendredi 23 mars 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

L'Europe est dans un état d'urgence ! Depuis des mois, la crise du crédit et de la dette souveraine s'intensifie. On tente de sauver le capitalisme lors d'innombrables sommets inter-gouvernementaux à coup de programmes d'urgence. À en croire les politiques et les médias, c'est une menace d'effondrement, de récession et de pauvreté de masse qui pèse sur l'Europe.

Avec cette rhétorique de la catastrophe, des réformes radicales du marché sont adoptées. Si nous ne résistons pas, celles-ci vont définir notre société et nos vies pour les décennies à venir. Au début de la crise, il était question de réguler le capitalisme. Les banques et les entreprises devaient payer le prix des dérives qu'elles avaient elles-mêmes engendrées. Mais en fait, c'est le contraire qui s'est passé : L'Union Européenne (états membres et candidats à l'adhésion) renforcent la concurrence et ont amorcé des politiques d'austérité pour regagner la confiance des investisseurs. C'est de cette manière que la logique destructive du capitalisme est renforcée. Les crises, l'impuissance, les inégalités face à la richesse sont des éléments inhérents au capitalisme. Organisons-nous pour changer cette société !

Le système est la crise

La globalisation des décennies dernières a intensifié la concurrence des entreprises et des sites économiques. Les grandes puissances industrielles ont dérégulé leurs marchés par tous les moyens. Elles ont supprimé de nombreuses couvertures sociales, privatisé le domaine public, réduit les droits des travailleurs salariés et renforcé le contrôle de la société ; pour servir le développement optimal du système capitaliste. Pourtant, même en Europe, du bon côté de ce système capitaliste, nos vies deviennent d'année en année de plus en plus précaires et le clivage social s'accroît. Les pays dit « émergents » sont de leur côté dans une sorte de crise sociale permanente.

Cela se traduit par des expropriations brutales et des exploitations impitoyables avec la complicité de leurs gouvernements. Il est question de permettre la croissance nationale au travers de ces mesures, mais dans les faits seul un petit groupe de privilégiés en bénéficie. Ce n'est pas un phénomène nouveau. La transformation néolibérale a aussi fait exploser les marchés de capitaux. Que ce soit le DotCom-Boom, les fonds immobiliers et le commerce de produits dérivés cela fait des années que ces bulles spéculatives éclatent les unes après les autres.

Chaque boom économique est suivi d'une dépression. Ce ne sont pas l'« avidité » et la « corruption » d'une petite élite capitaliste qui sont responsables, comme beaucoup le prétendent. La faute en revient à la logique quotidienne du profit à laquelle nous sommes toutes et tous assujettis, nous en déplaise ou non.

Mettons à bas le régime de l'Union européenne !

En 2011, la crise européenne de la dette et de la monnaie a dégénéré. Quelques pays sont face à la faillite, ce qui met l'euro en danger. Ces pays sont accusés d'avoir vécu « au-dessus de leurs moyens ». En réalité, ils ont seulement essayé de stimuler la croissance économique en recourant au crédit. Ils ont adopté les mêmes pratiques que tous les autres pays, mais avec moins de succès.

En contrepartie de l'aide apportée aux pays en crise par la Banque centrale européenne (BCE) et par le Fonds de sauvetage européen, ces derniers sont obligés de mettre en place des mesures d'austérité. Une limitation de la dette européenne est censée apaiser les marchés, au détriment des travailleurs salariés, des chômeurs et des étudiants. Les profits privés quant à eux ne sont pas affectés. Tous cela est mis en place pour protéger la concurrence européenne et évidemment pour servir les intérêts des grandes puissances économiques.

Malgré quelques petites mésaventures, la France et l'Allemagne ont réussi à faire prévaloir leurs intérêts sans grandes difficultés. Partout en Europe, nous avons alors assisté à de grands mouvements de résistance. Des initiatives locales et populaires ont vu le jour afin de palier à l'impuissance politique. Mais jusqu'à ce jour, même les grèves générales sont restées sans succès. Les grands syndicats nationaux n'ont pas réussi à dépasser leurs frontières et à se solidariser au sein de l'UE. Ils se sont pliés à la logique du capital et ont au final soutenu les politiques économiques de leurs pays respectifs. C'est en agissant par nous même que nous sortirons de cette situation !

Nous pouvons faire mieux !

La gestion européenne de la crise est aussi spéculative que le système capitaliste en soi. « Faire des économies » a exactement le même effet pervers que générer de la croissance à tout prix. Il n'y a dans le capitalisme aucune voie sûre. C'est une gestion de crise permanente. Alors pourquoi devrions nous continuer à gaspiller nos vies pour un tel système ? Ne devrions nous pas plutôt nous organiser tous ensemble, au niveau européen, contre la dictature du capital ?

La journée d'action européenne est un premier pas dans cette direction. Les manifestations simultanées en Grèce, Espagne, Italie, Allemagne et autres pays européens sont plus qu'un simple signe de solidarité. Ces manifestations représentent en quelque sorte déjà une partie des discussions et connexions qui ont lieu à l'échelle européenne. Nous invitons tous les mouvements émancipatoires à rejoindre ce processus. Nous devons nous organiser hors des sentiers institutionnalisés et nous avons besoin pour cela de beaucoup d'énergie, car la lutte risque d'être de longue haleine. La crise prend des formes multiples dans nos pays. Mais nous avons un but commun : nous ne voulons pas sauver le capitalisme, mais le dépasser. Nous sommes contre les égoïsmes et ressentiments nationaux.

La défense des droits sociaux acquis est primordiale, mais nous devons penser au-delà. Il faut stopper les effets pervers du capitalisme. C'est la seule manière de réaliser une Vraie Démocratie !